



# ASSEMBLY OF FIRST NATIONS BULLETIN ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS

473, RUE ALBERT STREET  
8<sup>th</sup> FLOOR / 8<sup>e</sup> ÉTAGE  
OTTAWA ON K1R 5B4

(613) 241-6789 telephone / téléphone (613) 241-5808 fax / télécopieur

## **L'APN prône l'adoption avant l'automne de mesures urgentes contre la grippe H1N1**

OTTAWA, le 23 juin /CNW Telbec/ - Aujourd'hui, Angus Toulouse, Chef régional de l'APN qui détient le portefeuille de la santé, a demandé la mise en place de trois mesures urgentes pour renforcer la lutte contre la pandémie de grippe H1N1 dans les collectivités des Premières nations.

Ces mesures sont les suivantes : créer un groupe de travail indépendant qui étudiera les récentes éclosions en Ontario et au Manitoba et fera des recommandations pour assurer un service plus intégré; élaborer et adopter des lignes directrices nationales relatives aux services auprès des Premières nations; et fournir du financement qui permettra à chacune des Premières nations d'élaborer un plan en cas de pandémie, ainsi que faire des investissements en vertu de l'Annexe B qui est la partie du Plan canadien de lutte contre la pandémie d'influenza portant sur les éclosions au sein des Premières nations.

"Jusqu'à maintenant, la majorité des cas de grippe H1N1 ont été bénins, mais si cette éclosion avait été plus virulente, nos collectivités auraient été dévastées", a déclaré le Chef régional Angus Toulouse, qui a souligné la mise en garde de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) voulant que la grippe H1N1 pourrait réapparaître à l'automne et causer plus de dommages. "Il y a un besoin criant de s'assurer que chaque collectivité des Premières nations de tout le Canada a la même facilité d'accès que le reste de la population aux services de soins d'urgence avant l'automne."

À mesure que les éclosions de grippe H1N1 se répandaient dans le nord du Manitoba et de l'Ontario au cours des derniers mois, des collectivités des Premières nations ont constaté des retards dans la livraison des fournitures médicales dont elles ont un urgent besoin ou elles ont constaté des lacunes dans les communications entre les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi qu'un manque de cohérence dans la gestion des éclosions entre les provinces. De plus, il était évident que les mesures visant à contenir le virus étaient mal adaptées à la réalité sociale des Premières nations, par exemple se faire dire d'éviter les contacts avec les autres quand on vit dans une maison surpeuplée ou se faire dire de se laver fréquemment les mains quand on n'a pas l'eau courante.

Le Chef régional a attribué le manque de cohérence à l'absence de normes nationales. Il a ajouté que, pendant que le Canada investissait 1 milliard de dollars dans le Plan canadien de lutte contre la pandémie d'influenza, aucun investissement n'était fait en vertu de l'Annexe B, qui constitue les lignes directrices que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux doivent suivre lorsqu'ils interviennent face à une éclosion de grippe dans les collectivités des Premières nations.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré clairement qu'il y a un lien entre la gravité des cas de grippe et l'existence de maladies chroniques, la vie dans des logements pauvres et surpeuplés, l'eau de piètre qualité et des soins de santé en deçà des normes.

"Les conditions qui prévalent dans nombre de nos collectivités ressemblent à celles qu'on observe dans le monde en développement. C'est pourquoi nos collectivités sont exposées au niveau de risque le plus élevé au Canada. Manifestement, si aucune amélioration n'est apportée dans la planification et dans les services, un virus plus virulent pourrait avoir des conséquences tragiques à l'automne", a déclaré le Chef régional Angus Toulouse.

Renseignements:

Karyn Pugliese, agente, Communications relatives à la santé, APN  
(613) 292-1877, [kpugliese@afn.ca](mailto:kpugliese@afn.ca)